

Bonnes nouvelles

On attend jusqu'à quand ? L'heure de la mobilisation approche

Un point d'étape est nécessaire. Voici les données du problème. 1) le gouvernement nous dit qu'il agit, qu'il va rencontrer très prochainement les dirigeants de Ford dans l'objectif de les convaincre de s'engager pour l'avenir de l'usine. 2) Ford garde le silence, ce qui n'empêche pas la situation de se dégrader, le temps passant et perdu renforçant de fait le danger d'une catastrophe.

Lors de la réunion du 1^{er} février avec le préfet et le représentant du gouvernement, il avait été acté un genre de calendrier qui allait jusqu'à fin février. Ford affirmait possible de rendre le résultat de son étude de faisabilité d'une nouvelle transmission pour FAI entre le 12 et le 23 février. L'Etat lui affirmait d'accord pour organiser un Comité de Suivi fin février mais exigeant de Ford qu'à cette occasion une décision d'engagement pour les années qui viennent.

Voilà où nous en sommes. Il nous faut gérer ce calendrier, à la fois prendre en compte l'intervention du gouvernement et en même temps ne pas attendre trop longtemps.

UN RDV ENTRE LE MINISTRE ET FORD EUROPE ?

Le gouvernement a répondu le 13 février au courrier de l'intersyndicale de la veille. L'information c'est la confirmation d'un rendez-vous entre le ministre de l'économie et la direction de Ford Europe. La date n'est pas précisée tout comme la suite du calendrier évidemment.

Nous savons seulement que le gouvernement souhaite garder le contrôle de la situation en tenant « secret » un moment la réponse de Ford, si réponse il y a concernant un engagement pour l'avenir de l'usine.

Le gouvernement confirme ainsi son objectif qui est de convaincre Ford de maintenir l'activité et les emplois sur le site, cela dans un délai très rapide.

Voilà pour les infos et la communication du côté de l'Etat. Cette intervention et cet objectif réaffirmés sont des points positifs. Mais tout le monde peut se rendre compte qu'au regard de l'urgence de la situation cela reste léger.

Quelle est la volonté réelle du gouvernement, quels moyens et quelle pression mettra-t-il dans la « négociation » ? Nous verrons par la suite. Reste que nous n'avons pas intérêt à rester sans rien faire.

Maintenant que faire ? La question ne se pose pas que pour nous militant(e)s Cgt, pas seulement non plus pour les autres syndicats y compris celui des cadres et chefs. La question se pose également pour l'ensemble des collègues, dans les bureaux, dans tous les services. Elle se pose aussi quelque soit notre âge, proche ou loin de la retraite, nous sommes concernés par l'avenir de l'usine et de ses emplois.



Nous sommes bien tous dans la même galère. Alors autant réfléchir et agir collectivement. En intersyndicale on essaie de voir le meilleur timing pour agir. Car d'accord pour laisser le temps au gouvernement d'agir mais attention au risque de se faire endormir.

De toute façon l'urgence et le danger sont là. Donc on irait bien vers une conférence de presse fin de semaine prochaine avec, pourquoi pas, assemblée générale des salariés pour faire le point et annoncer la mobilisation pour la semaine suivante, l'idée étant de faire bouger les choses. Discutons-en et préparons-nous y.

MANQUAIT PLUS QU'ÇA...

FORD A EMBAUCHÉ GARCIMORE !



ALERTE RÉSURRECTION

Cela faisait 15 jours que nous étions sans nouvelle des 50 000 carters fox supplémentaires. Une disparition inquiétante car c'était un coup de communication de Ford à la veille de la rencontre avec l'Etat. On avait entendu dire ensuite que ces « 50 000 » étaient effacés des écrans radars ! La direction restait sans voix jusqu'au miracle. Finalement ce « projet » ressurgit et une réunion CE extra aura lieu le 19 février. La direction sauve la face mais nous n'y croyons pas plus.

FORD S'ACHARNE... CONTRE NOUS MAIS PAS POUR L'USINE

Nous venons d'apprendre que les dirigeants de Ford faisaient appel de la décision du tribunal correctionnel de Paris. Visiblement ils n'ont pas apprécié la relaxe des militants Cgt alors ils s'acharnent. Cela révèle des préoccupations négatives.

A quoi bon ? Qu'est-ce qui fait que Ford va apporter, la prochaine fois, les preuves de ses accusations ? Et puis pour quel objectif ? Pour un euro symbolique ? Car l'avocat de Ford ne demandait même pas le remboursement des soi-disant frais de réparation !

En vrai c'est autre chose qui se joue. Que Ford ait l'intention ou pas de participer au prochain Salon de l'Auto à Paris qui aura lieu dans 7 mois, son problème semble bien de freiner nos ardeurs à manifester, à dénoncer sa politique de suppressions d'emplois. Il s'agirait donc de nous faire taire.

C'était clair dans la tirade de l'avocat, porte parole de la direction de Ford, exprimant son ras le bol des manifestations qui abîmaient l'image de marque de la compagnie. Ford veut faire ses affaires tranquillement, veut pouvoir encaisser de l'argent public et en même temps liquider en douce une usine. Donc évidemment, en ces temps de très lourd danger pour

l'usine FAI, où les dirigeants refusent de s'engager au-delà de l'année qui vient, il doit être primordial pour Ford de faire taire la contestation.

Il serait plus judicieux que les dirigeants de Ford s'acharnent pour apporter de l'activité pour FAI, à mettre dès maintenant les moyens pour assurer le maintien des emplois.

La meilleure façon d'éviter des manifestations, des envahissements de stand et des autocollants-confetti sur la Mustang-Bullit par exemple, c'est de respecter leur « contrat de travail », leurs engagements, c'est aussi de respecter la collectivité et les pouvoirs publics qui leur ont donné des dizaines de millions d'euros d'aides.

Ce sont les dirigeants de Ford eux-mêmes qui abîment l'image de la compagnie. Par leur politique anti-sociale et par leur comportement d'arnaqueurs. Question dégradation et violence, Ford a un lourd bilan depuis des années par la suppression de plus de 1000 emplois avec des conséquences sociales dramatiques. Alors la bataille au tribunal, ils la veulent et ils l'auront. Nous nous défendrons encore et nous attaquerons.

FORD S'ACHARNE SUR LES MILITANTS CGT RELAXÉS



COLIS SUSPECT

ENTRE SOULAGEMENT ET FAUSSE JOIE

La semaine dernière, une procédure particulière de sécurité a été mise en œuvre dans l'usine. Gendarmes, pompiers, démineurs sont intervenus pour contrôler voire neutraliser un colis inconnu et donc « suspect » posé au niveau des quais de déchargement/chargement.

Finalement plus de peur que de mal. Même si maintenant personne ne semble savoir ce qu'il y avait dans ce paquet, l'hypothèse qu'il s'agissait d'un explosif ou d'un poison a été écartée. C'est l'essentiel.

Il y a eu quand même un doute à un moment, un petit moment seulement, sur le fait que cela pouvait être la commande des « 50 000 carters fox » si recherchée par ailleurs par la direction. Faux espoir, de ce côté-là l'enquête doit continuer !

PARTAGE DU TRAVAIL : C'EST POSSIBLE, PARLONS-EN !

Le travail c'est comme beaucoup de chose dans la vie, c'est mieux quand c'est partagé. D'autant plus quand le chômage fait des ravages. Des millions de gens sont dans la précarité, avec des petits boulots, des petits contrats ou sans travail du tout, des jeunes, des moins jeunes, toujours dans l'inquiétude, la peur du lendemain, sans moyens de vivre décemment...

Alors pourquoi on ne partagerait pas le travail ? D'où ça sort que ce serait économiquement impossible ? L'objectif d'une société juste et humaine ça devrait être le progrès social, l'amélioration des conditions de vie des populations. Depuis longtemps, l'évolution technologique permet d'augmenter la productivité et donc en réalité permettrait largement de réduire le temps de travail pour tout le monde.

Il y a pile un siècle c'était les 8 heures par jour, aujourd'hui on peut affirmer que les 32h ou 4 jours par semaine ne serait pas du luxe. Cela permettrait à la fois de partager le travail et d'augmenter le temps de loisir. Et sans perte de salaire car les fortunes énormes ne demandent qu'à être partagées elles-aussi, réparties équitablement.

Le partage du travail ce n'est pas une question « technique » mais bien politique. C'est une question de choix de société. Cela viendra des salariés, des millions d'exploités, de la population, par ses revendications, par ses mobilisations, par les luttes contre les inégalités, pour la justice sociale, pour une vie décente pour toutes et tous. Cela ne peut venir des possédants, des milliardaires qui ne font que défendre leurs fortunes et leurs privilèges.